

## L'impact de la gestion des flux migratoires sur les relations euro-marocaines suite aux changements politiques dans le sud de la Méditerranée

### [ The impact of the management of migratory flows on Euro-Moroccan relations following political changes in the southern Mediterranean ]

*Taoufyq Lamlili*

Docteur en Droit Public et Sciences Politiques, Morocco

---

Copyright © 2023 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

**ABSTRACT:** The arrival of what's called the Arab spring, substantially from the morning of 2011 in the countries on the southern reinforcement of the Mediterranean, has upset the European perception of security and stability in the entire region. Thus, the prelaunch of a foursquare and formative dialogue between the European Union and Morocco appears vital. Consideration of Morocco's new approach to its relations with African countries must be farther integrated into the design of the Euro-Moroccan cooperation. Actually, the operation of operation of migrant overflows is significant in all the processes of rebuilding Euro- Moroccan relations. The dialogue on migration programs is only a reflection of the geostrategic significance that Morocco occupies between Europe and Africa. Accordingly, the strategy of migrant tactfulness, which is followed by Morocco, can only make our country the middleman between European demands and African enterprises. The charge would thus be to make artistic, profitable and demographic differences a source of sustainable and balanced development rather than a question of pressures and misreading.

**KEYWORDS:** migration, dialog, partnership, Europe, diplomacy, Africa, mediator.

**RESUME:** L'avènement de ce qu'on appelle le printemps arabe principalement à partir du début de l'année 2011 dans les pays de la rive Sud de la méditerranée a bouleversé la perception européenne de la sécurité et de la stabilité dans toute la région. De ce fait, la relance d'un dialogue franc et constructif entre l'Union Européenne et le Maroc apparait vitale. A ce niveau, la prise en considération de la nouvelle approche marocaine en matière de ses relations avec les pays africains doit être intégrée davantage dans la conception du partenariat euro-marocain. Certes, la gestion des flux migratoires est signifiante dans tous les processus de reconstruction des relations euro-marocaines. Le dialogue sur les politiques migratoires n'est que le reflet de l'importance géostratégique que le Maroc occupe entre l'Europe et l'Afrique. En somme, la stratégie de la diplomatie migratoire qui est suivie par le Maroc ne peut que rendre notre pays le médiateur entre les exigences européennes et les préoccupations africaines. La mission serait, donc, de faire des différences culturelles, économiques et démographiques une source de développement durables et équilibré plutôt qu'une question de tensions et de mal compréhension.

**MOTS-CLEFS:** migration, dialogue, partenariat, Europe, diplomatie, Afrique, médiateur.

Durant ces deux dernières décennies, le Maroc a noué un partenariat exceptionnel avec l'Union Européenne embrassant des domaines divers et variés qui ont consolidé son positionnement économique et son leadership régional. Mais la nouvelle configuration migratoire, qui constitue un risque majeur pour les pays européens, impose une nouvelle lecture de ces relations afin de mieux clarifier les droits et les devoirs des deux partenaires.

Les évènements politiques qui ont caractérisé la région sud de la Méditerranée en 2011 à travers ce qu'il est convenu d'appeler « le printemps arabe », ainsi que l'orientation du Maroc vers sa profondeur africaine - Il a réintégré l'Union Africaine en Janvier 2017 - exposent activement le royaume à la montée des flux migratoires. La gestion de ces flux, devenu un enjeu géopolitique d'une extrême acuité, influe même sur le futur des relations du Maroc avec ses partenaires historiques<sup>1</sup>.

Certes, le dossier des politiques migratoires n'est qu'un élément parmi d'autres des relations euro-marocaines, mais l'ouverture du Maroc vers l'Afrique, expose davantage ses frontières au passage des migrants et permet de dessiner de nouvelles relations. **Comment le Maroc pourrait faire de sa gestion des questions migratoires un soft power qui l'aiderait à redéfinir ses relations avec l'Union Européenne et à occuper une position de chef de file dans des domaines variés ?**

La réponse à cette question constitue la base de notre thèse. Nous avons cherché à comprendre la manière avec laquelle le Maroc cherche à associer les exigences européennes et les préoccupations africaines en matière de politiques migratoires<sup>2</sup>. Un suivi du déroulement des évènements et des actualités prouve en effet d'une manière claire que les politiques migratoires constituent actuellement l'essentiel des relations euro-marocaines et, même plus, un élément de puissance. Il suffit à cet égard de rappeler la crise migratoire du 18 mai 2021 lorsque plus de 8.000 migrants ont franchi les frontières de Sebta en moins de 24 heures engendrant des réactions virulentes de la part des Européennes qui se sont empressés d'accuser le Maroc de faillir à ses engagements en matière de gestion migratoire<sup>3</sup>.

### UNE IMAGE D'ÉPINAL: « LE MAROC GENDARME DE L'EUROPE »

L'image du « *Maroc gendarme de l'Europe* » est le prisme par lequel l'Union Européenne a toujours considéré le rôle du Maroc sur le dossier de la migration<sup>4</sup>. Mais au moment où celle-ci redéfinit ses frontières à l'Est, le rapport avec les pays du sud de la Méditerranée appelle de nouvelles décisions d'ordre politique et économique qui nécessitent une perspective à long terme et des instruments adéquats. La Méditerranée est une région frontalière, un lieu de rencontre de trois continents: l'Europe, l'Afrique et l'Asie.

Avec la chute de certains régimes dans le cadre du « printemps arabe » et l'exacerbation de la crise socio-économique dans ces pays, les dangers se multiplient: le terrorisme, le trafic de drogue, la criminalité organisée et l'immigration clandestine<sup>5</sup>. Certes, l'intensité des flux migratoires vers l'Union Européenne a poussé les décideurs européens à réinventer leurs politiques migratoires (L'Union Européenne a décidé d'augmenter la subvention destinée au Maroc dans le cadre de la lutte contre la migration clandestine pour que les aides annuelles passent de 50 à 140 millions d'euros en 2018)<sup>6</sup>. Mais les changements politiques dans la région sud méditerranéenne n'ont pas encore donné les résultats souhaités.

D'un autre côté, avec sa réintégration à l'Union Africaine, le Maroc a entamé une nouvelle démarche dans ses relations extérieures appuyée par la multiplication des visites royales au sein du continent africain. Les relations économiques et culturelles ne cessent de se développer avec l'Afrique, surtout celle de l'Ouest engendrant une augmentation des flux migratoires vers le Maroc<sup>7</sup>. Les nouveaux arrivés choisissent soit de s'installer au Maroc exigeant de substantiels préparatifs d'accueil ou de le considérer comme un transit vers l'Europe. La situation devient complexe si on y ajoute l'effet de la migration venant des pays tiers méditerranéens en difficulté comme nous l'avons soulevé précédemment.

Mais en l'absence d'une vision globale intégrant le changement de statut du Maroc, l'Union Européenne continuera à le considérer comme un simple gendarme, une zone de transit et de contrôle. IL faut grader à l'esprit que l'Europe a conclu

<sup>1</sup> Alioua Mehdi, « La nouvelle politique migratoire marocaine », Rabat, Fondation Konrad Adenauer, 2017, P 16.

<sup>2</sup> Mouna Khalid, Harrami Nourddine et Maghraoui Driss, « L'immigration au Maroc : les défis de l'intégration », Collection RSSI, 2017, P 26.

<sup>3</sup> Article « Ceuta, 4 raisons qui expliquent l'arrivée record de milliers de migrants du Maroc vers l'Espagne », BBC NEWS AFRIQUE, Le 21 Mai 2021.

<sup>4</sup> Belguendouz Abdelkrim, « Maroc réservoir de talents et de compétences... pour l'UE ? Alerte au nouveau pacte européen contre la migration et l'asile... des africains », Edition Des Amicales, 2021, P 12.

<sup>5</sup> Luis Martinez, « L'Afrique du Nord après les révoltes arabes », Collection Académique, Editeur Presses de Sciences Po, Année 2019, P 33.

<sup>6</sup> Rapport Commission Européenne, « Renforcer la coopération en matière de retour et de réadmission dans le cadre d'une politique migratoire de l'Union équitable, efficace et globale ». 2021. P 19.

<sup>7</sup> Sara Benjelloun, « Diplomatie migratoire du Maroc : la nouvelle politique migratoire ou la formation d'une politique publique engagé pour soutenir la politique étrangère du Maroc », Thèse de Doctorat, Université de Grenoble-Alpes, 2019, P 55.

plusieurs accords de partenariats euro-méditerranéens afin de sécuriser sa frontière Sud et que le développement de l'immigration vers son territoire était toujours la raison principale pour l'octroi d'avantages économiques aux pays du sud<sup>8</sup>.

### **LE MAROC APPELÉ À FAIRE L'ÉQUILIBRISTE**

La question migratoire constitue dès lors une ressource politique ou plutôt une sorte de rente géographique qui permet au Maroc de négocier des contreparties conséquentes comme l'accès au marché commun intérieur qu'il n'aurait peut-être pas pu obtenir autrement<sup>9</sup>. De cette manière, les mesures prises par le Maroc dans le domaine ne sauraient être interprétées comme étant le résultat exclusif de pressions européennes.

Loin d'être le réceptacle de quelconques politiques migratoires européennes, le Maroc tente de se positionner en tant qu'acteur de ces mêmes politiques. La diplomatie marocaine joue à l'équilibriste: répondre aux demandes européennes sans compromettre ses intérêts stratégiques en Afrique. La question migratoire est donc négociée par le Maroc simultanément sur trois fronts à savoir: l'Union Européenne, le Maroc et les pays africains. La diplomatie marocaine et les ministères impliqués font en sorte, à travers diverses stratégies, de trouver le meilleur compromis possible. Le Maroc tente ainsi de se positionner en tant que médiateur entre l'Europe et l'Afrique au sein d'un système de gouvernement régional des migrations.

Cette nouvelle plaidoirie marocaine est issue de la diplomatie migratoire que le Maroc commence à suivre. Les nouvelles positions marocaines à l'égard de ses voisins du sud et avec sa Nouvelle Politique Migratoire initiée depuis septembre 2013, il espère devenir le médiateur entre l'Europe et l'Afrique. Il est édifiant à ce niveau de voir comment le Maroc est capable de remplir cette mission à travers l'outil de la migration. L'objectif reste toujours le perfectionnement du dialogue euro-marocain qui peut être un axe privilégié en faveur de la stabilité et du développement afin de devenir un exemple pour la région méditerranéenne dans son ensemble.

La Nouvelle Politique Migratoire adopte une approche soucieuse du respect des Droits de l'Homme, rompant ainsi avec la situation profondément marquée par la dimension sécuritaire qui prévalait jusque-là<sup>10</sup>. Cette démarche répond à des besoins divers tels que la meilleure gestion des flux migratoires, la construction de l'Etat de Droit, le respect des engagements internationaux et l'ambition d'occuper le rôle de médiateur régional entre l'Europe et l'Afrique. La politique migratoire ne peut être dissociée du volet Droits de l'Homme que le Maroc partage avec l'Union Européenne.

A travers sa Nouvelle Politique Migratoire, le Maroc a développé trois solutions pour mieux gérer les flux migratoires et limiter l'irrégularité administrative des étrangers présents sur son territoire à travers l'opération de la régularisation exceptionnelle, le renforcement du dispositif d'aide au retour volontaire et à la réintégration et le renforcement des frontières. C'est ainsi que les autorités ont proposé aux migrants irréguliers déjà présents sur le sol marocain la possibilité exceptionnelle de régulariser leur situation administrative. A ce niveau on compte plus 31500 migrants ont été régularisés jusqu'à fin 2016<sup>11</sup>.

Pour mener à bien cette opération, des moyens considérables ont été déployés et les critères de régularisation fortement assouplis. Différentes actions destinées à promouvoir et à faciliter leur intégration ont été pensées et mises en œuvre ou en phase de l'être dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'emploi ou encore du logement<sup>12</sup>. Les étrangers régularisés peuvent désormais bénéficier de différents services et programmes au même titre que les Marocains.

Dans le but de perfectionner la Nouvelle Politique Migratoire, le Maroc a adopté la Stratégie Nationale de l'Immigration et de l'Asile le 18 Décembre 2014. Cette stratégie est un cadre général qui reprend de manière cohérente les actions à entreprendre pour la conduite de la politique migratoire. Le défi majeur réside dans la mise en œuvre de ces actions. Plus de huit ans après l'adoption de la stratégie, le constat est celui d'une lenteur certaine dans l'opérationnalisation des mesures prévues<sup>13</sup>. Le retard le plus édifiant est celui constaté dans l'adoption des lois relatives à l'asile. Une autre explication du

---

<sup>8</sup> M'rabet El arbi, « L'UE, le Maroc et les migrations africaines irrégulières », Collection Allure Saharienne, 2017, P 46.

<sup>9</sup> M'rabet El arbi, « L'UE, le Maroc et les migrations africaines irrégulières », Collection Allure Saharienne, 2017, P 66.

<sup>10</sup> Alioua Mehdi, « La nouvelle politique migratoire marocaine », Rabat, Fondation konrad adenauer, 2017, P 25.

<sup>11</sup> Rapport Politique Nationale d'Immigration et d'Asile, Ministère Délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale Chargé des Marocains Résidant à l'Etranger et des Affaires de la Migration, 2018, P 10.

<sup>12</sup> Rapport Politique Nationale d'Immigration et d'Asile, Ministère Délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale Chargé des Marocains Résidant à l'Etranger et des Affaires de la Migration, 2018, P 23.

<sup>13</sup> Article, « L'asile, un droit en péril ? », Auteur Salaheddine Lemaizi, Revue ENASS, Le 20 Juin 2022.

ralentissement de l'application de cette stratégie réside dans les circonstances défavorables qui ont suivi la propagande de la pandémie de coronavirus à partir de la fin de 2019.

Le Maroc à travers sa politique étrangère a l'occasion d'être l'intermédiaire à la fois entre l'Union Européenne et l'Afrique dans son ensemble et entre l'Union Européenne et la région sud de la Méditerranée. Il s'agit d'un rôle géostratégique important et complètement nouveau. D'ailleurs, il est, dans nombre d'occasions, un espace de dialogue entre les civilisations.

### **LES NOUVELLES DONNÉES RÉGIONALES IMPOSENT UNE RELECTURE DU PARTENARIAT UE/MAROC**

Dès lors, le partenariat en matière de gestion des flux migratoires doit viser à utiliser les possibilités et les interdépendances économiques et sociales. Son importance devrait se concrétiser non seulement par la réalisation progressive de projets intégrés, mais aussi par de nouveaux instruments financiers. En particulier, le développement du secteur économique et la promotion des investissements extérieurs directs requièrent des instruments plus efficaces.

En même temps, la réalisation d'une zone de libre-échange équitable permettra aussi de renforcer les liens de l'Union Européenne avec le continent africain, grâce aux relations privilégiées que le Maroc entretient depuis longtemps avec les pays africains. Le Maroc est considéré comme une plateforme d'exportation idéale vers l'ensemble de l'Afrique vu la diversité des infrastructures pour la promotion de l'investissement.

Aux interventions régionales en faveur du secteur économique devraient s'ajouter des actions dans le secteur social pour mieux mettre en valeur le capital humain. Peut-être devons-nous affronter un défi plus difficile: faire des différences de caractère économique et démographique une occasion de développement plutôt qu'une source de tensions et d'incompréhensions.

Tout au long de ce travail, il nous est apparu clair que le Maroc a déployé un effort considérable pour repositionner ses relations avec l'Union Européenne en défendant ses nouvelles préoccupations à l'issue de sa réintégration à l'Union Africaine. Mais la mission est difficile face à l'accumulation de positions défavorables et de jugements négatifs de la part des Européens à l'encontre de la migration venant d'Afrique. Les anciennes puissances coloniales continuent en effet toujours de percevoir le continent africain comme un espace de tension et de sous-développement empêchant l'ouverture de nouvelles relations saines entre les deux continents.

Le Maroc a suivi une stratégie innovante basée sur un jeu de tactique intéressant. En se présentant devant les Européens et le reste des Africains comme le défenseur de l'approche humaine des politiques migratoires, il a donné un exemple type d'un vrai partenaire conscient qui peut prendre l'initiative dans le bon sens pour l'intérêt général où chacune des parties sent qu'elle est gagnante. Ce repositionnement a permis au Maroc une importante marge de manœuvre dans ses relations extérieures qui répondent désormais à trois objectifs. La politique extérieure marocaine part de la défense des intérêts nationaux, suit les préoccupations des partenariats avec les voisins africains avant d'entamer des négociations constructives avec l'Union Européenne.

A ce niveau le commissaire européen chargé de la politique européenne de voisinage et de l'élargissement, Olivér **Várhelyi** a déclaré le 20 Décembre 2019: *«Le Maroc joue un rôle crucial en tant que partenaire de l'Union Européenne. Ensemble, nous contribuerons à la croissance durable et inclusive du Maroc, nous lutterons contre les réseaux de passeurs qui mettent en danger la vie des personnes vulnérables et nous améliorons la protection de migrantes victimes de ces réseaux criminels. Le Maroc peut compter sur l'UE, notre partenariat se poursuivra de manière continue pendant mon mandat»*<sup>14</sup>. L'Europe commence, donc, à sentir l'importance du Maroc comme un partenaire sûr dans la gestion des flux migratoires.

### **QUID DE LA POSITION DE L'UNION EUROPÉENNE SUR L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE ?**

Il est important aussi que le Maroc exige une position favorable de l'Union Européenne concernant sur le conflit du Sahara. Jusqu'à présent, celle-ci s'est montrée réticente face à sa proposition relative à une large autonomie des provinces sahariennes dans le cadre de la souveraineté marocaine. Cette proposition négociable dans son principe et sa philosophie n'en a reçu qu'une appréciation de principe, un simple engagement politique alors que l'Union Européenne connaît mieux que d'autres

<sup>14</sup> Voir le site : [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/pt/ip\\_19\\_6810-](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/pt/ip_19_6810-)

partenaires les tenants et les aboutissants historiques, politiques et géostratégiques de ce dossier<sup>15</sup>. Elle n'est que trop consciente de la nécessité d'aider le Maroc à sauvegarder ses frontières qui sont la première barrière de défense contre tous les mouvements d'immigration clandestine venant du Sahara jusqu'aux pays du Sahel. Comme elle sait pertinemment que des dangers potentiels peuvent se matérialiser sous plusieurs formes, essentiellement la menace du terrorisme international. Attentats, enlèvements, piraterie, camps d'entraînements...sont des risques importants qui peuvent être une source d'émigration de masse en direction de l'Afrique du Nord et des rivages européens.

En conclusion, il est plus que jamais temps que l'Union Européenne s'engage dans un nouveau partenariat en matière de politiques migratoires avec le Maroc pour l'aider davantage à contrôler ses frontières. Et cela ne pourrait s'accomplir sans une prise en compte de la nécessité de l'assister dans l'accomplissement de son intégrité territoriale.

## REFERENCES

- [1] Alioua Mehdi, « La nouvelle politique migratoire marocaine », Rabat, Fondation adenauer, 2017.
- [2] Belguendouz Abdelkrim, « Maroc réservoir de talents et de compétence pour l'UE ? Alerte au nouveau pacte européen contre la migration et l'asile des africains », Edition Des Amicales, 2021.
- [3] Luis Martinez, « L'Afrique du Nord après les révoltes arabes », Collection Académique konrad, Editeur Presses de Sciences Po, Année 2019.
- [4] M'rabet El arbi, « L'UE, le Maroc et les migrations africaines irrégulières », Collection Allure Saharienne, 2017.
- [5] Mouna Khalid, Harrami Nourddine et Maghraoui Driss, «L'immigration au Maroc: les défis de l'intégration », Collection RSI, 2017.
- [6] « Ceuta, 4 raisons qui expliquent l'arrivée record de milliers de migrants du Maroc vers l'Espagne », BBC NEWS AFRIQUE, Le 21 Mai 2021.
- [7] « L'asile, un droit en péril ? », Auteur Salaheddine Lemaizi, Revue ENASS, Le 20 Juin 2022.
- [8] Rapport Commission Européenne, « Renforcer la coopération en matière de retour et de réadmission dans le cadre d'une politique migratoire de l'Union équitable, efficace et globale », 2021.
- [9] Rapport, Politique Nationale d'Immigration et d'Asile, Ministère Délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale Chargé des Marocains Résidant à l'Etranger et des Affaires de la Migration, 2018.
- [10] Sara Benjelloun, «Diplomatie migratoire du Maroc: la nouvelle politique migratoire ou la formation d'une politique publique engagé pour soutenir la politique étrangère du Maroc», Thèse de Doctorat, Université de Grenoble-Alpes, 2019.
- [11] «L'Union Européenne renforce son appui au Maroc avec de nouveaux programmes »  
[https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/pt/ip\\_19\\_6810](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/pt/ip_19_6810).
- [12] «Josef borrell réitère la position de l'Union Européenne concernant le Sahara marocain »  
<https://www.diplomatie.ma/index.php/fr/josep-borrell-r%C3%A9it%C3%A8re-la-position-de-lunion-europ%C3%A9enne-concernant-le-sahara-marocain>.

---

<sup>15</sup> Voir le site : <https://www.diplomatie.ma/index.php/fr/josep-borrell-r%C3%A9it%C3%A8re-la-position-de-lunion-europ%C3%A9enne-concernant-le-sahara-marocain>